

L'armistice de Corée est signé. Bien que depuis longtemps certain on n'arrivait plus à y croire ! Et l'on s'aperçoit qu'il pose plus de problèmes qu'il n'en résout. Le soulagement des combattants est la seule joie qu'on ose partager. Et c'est le retour des prisonniers qui a dû être pour les dirigeants américains l'objectif déterminant de cette fin peu glorieuse. On est frappé du ton particulièrement agressif que Radio-Moscou donnait hier aux commentaires de l'évènement en traduisant les discours, haïeux et menaçants pour l'avenir, des généraux chinois et nord-coréens.

## La victoire chinoise.

On a beau ergoter, le vainqueur, c'est la Chine rouge. C'est son intervention qui a bloqué l'avance de Mac Arthur ; c'est son acharnement aux combats qui a assuré les derniers succès jusqu'à l'ultime journée de la guerre. L'ambition et l'orgueil que cette lutte a exaltés à Pékin est une redoutable menace.

## La conférence après l'armistice.

Si l'on en juge d'après les déclarations de Foster Dulles et des subordonnés de Mao Tsé Tung, la conférence qui va suivre n'annonce pas une négociation aisée. Le silence glacial des signataires à Pan Mun Jon, l'absence de réjouissance populaire aux Etats-Unis montrent bien que la lutte continue. Les bons offices de Londres et la pression de l'O.N.U. ne peseront pas lourd devant ces antagonismes. Et la France se pose avec angoisse la question des conséquences du « cessez le feu » sur l'Indochine.

Comme nous l'avons répété souvent le recul du bolchevisme en Europe ne laisse à Moscou aucun espoir de pousser ses chances en Occident. L'Extrême-Orient est au contraire le théâtre où le Kremlin et ses acolytes vont exploiter leurs succès. Les Américains souffrent en silence de l'humiliation subie en Corée. Ils ne céderont pas, après le retour des prisonniers aux tentations d'apaisement qui achèveraient de ruiner leur prestige et l'on ne peut exclure l'hypothèse d'une reprise plus ou moins lointaine des hostilités en Corée ou en Chine.

## L'armistice et la conjoncture économique.

L'armistice en Corée pourrait avoir une autre conséquence qui avait été largement escomptée tant en Russie que dans le monde libre, celle d'une récession économique en Occident. Un relâchement de l'effort militaire en diminuant les dépenses d'armement devait par une réaction en chaîne, déprimer l'ensemble des marchés. Rien jusqu'ici ne vient confirmer ces espoirs ou ces craintes. L'annonce de l'armistice n'a nullement abaissé les prix des « commodities ». A cet égard il est

réconfortant d'enregistrer qu'après le « boom » provoqué par la guerre de Corée, qui s'est dégonflé profondément depuis plus de deux ans et quoique les prix mondiaux aient été ramenés au-dessous du niveau d'avant juin 1950, rien n'a empêché l'expansion de la production en Occident.

L'économie du monde libre repose sur des bases saines et sa prospérité matérielle se consolide. L'activité est aux Etats-Unis à un niveau record bien que la courbe ascendante ait un peu ralenti son essor. L'avance est toujours vive en Allemagne occidentale et satisfaisante en Italie où les derniers chiffres sont des maxima. La Belgique et la Suisse maintiennent une situation brillante et la Hollande a retrouvé ces derniers mois, une bonne activité et un équilibre profondément ébranlé depuis la fin de la guerre par la perte de l'Indonésie, les destructions et l'affaiblissement d'un de ses principaux clients : l'Allemagne. Même en France malgré la lenteur et les difficultés de la crise d'assainissement et les séquelles de l'inflation désordonnée, on a l'impression que le fond est touché et que la reprise a commencé.

Seule l'Angleterre malgré beaucoup de discours optimistes, de réalisations de prestige et une certaine stabilité dans les réserves d'or et de dollars, n'est pas sortie de ses difficultés fondamentales. Le chômage atteint son maximum, malgré la saison, avec près de 500.000 sans travail, l'exportation plafonne et le déficit de la balance commerciale demeure béant et s'accroît encore tandis que le nôtre a sensiblement diminué. Enfin, la production charbonnière anglaise n'arrive pas à augmenter alors que les besoins de la consommation intérieure s'accroissent. Et les Anglais vont acheter du charbon français pour parer à une crise grave prévue pour le prochain hiver, crise qui serait catastrophique s'il était rigoureux.

## Les T.U.C. contre l'extension des nationalisations.

Le dernier conseil des Trade Unions a été d'un haut intérêt. Les syndicalistes anglais sont réalistes et soucieux de ne s'inféoder à aucune idéologie politique. A une grande majorité et malgré l'opposition des partisans de M. Bevan les syndicats ont accepté de collaborer avec le patronat pour réaliser la dénationalisation de l'acier, on sait que les Travaillistes avaient fait voter cette nationalisation et que les Conservateurs revenus au pouvoir l'ont abrogée. Mais le Gouvernement Churchill se trouvait fort embarrassé pour remettre en route l'industrie rendue à l'entreprise privée. Personne ne se souciait en effet d'investir des capitaux dans une industrie qui serait automatiquement renationalisée au premier renversement de majorité politique. Les organisations ouvrières ont compris le danger et se sont prononcées contre l'avis de leurs élus politiques.

Ce fait a en soi une grande importance pour l'avenir des relations du capital et du travail en Europe. D'une façon générale déjà les nationalisations n'avaient pas bonne presse parmi les travailleurs européens. La faillite en était trop évidente et depuis plusieurs années, non seulement elles avaient été partout stoppées, mais là où elles avaient été réalisées on entrevoyait la possibilité d'une façon plus ou moins détournée d'en corriger les défauts. La foi en l'étatisme s'est fortement ébranlée dans le monde libre. Les échecs du communisme n'y ont pas peu contribué sans doute, mais les exemples anglais et français ont peut-être été plus déterminants.

1. 2001 1953

## Où va la Russie ?

Une discussion s'est engagée ces jours-ci entre deux grands spécialistes des questions russes. J. Deutscher réfugié polonais à Londres, qui vient de publier un ouvrage « Où va la Russie ? » et Kennan l'ex-ambassadeur américain à Moscou.

Voici en bref les thèses :

### Point de vue de Deutscher.

Adversaires et fanatiques du régime communiste, dit Deutscher, s'accordent à en faire un monde qui n'évolue pas ; un monde en dehors des lois historiques dont la production s'accroît à pas de géant sans que sa structure sociale et politique change. Or le stalinisme a, au contraire, créé une contradiction entre la structure économique-sociale de la Russie et la formule politique appliquée au cours de ces derniers vingt ans. En fait le stalinisme est la conséquence de l'application à un pays économiquement et socialement arriéré d'un programme d'industrialisation à outrance. Pour y parvenir Staline a recouru aux méthodes de l'autocratie tsariste, état policier, mythe du maître infaillible et bureaucratie centralisée avec exaltation parallèle du nationalisme le plus orgueilleux. Or le processus stalinien a développé les forces qui tendent à le détruire. Il a créé une aristocratie de techniciens qui ont déraciné le « primitivisme » mental indispensable pour maintenir la foi dans le mythe du maître divinisé. D'où la lutte actuelle entre les intérêts constitués, le groupe de ceux qui veulent maintenir la ligne rigide, parti, police et bureaucratie et ceux qui veulent normaliser leur situation et en même temps démocrati-

ser le régime ainsi que l'exige le niveau actuel de la société russe: réformisme plutôt, car nous sommes loin encore des conditions de nos régimes occidentaux.

La situation présente, pour Deutscher, n'est pas sans analogie avec le progressisme éclairé d'Alexandre II vers 1850. Une période de transition s'ouvre pleine de périls pour un régime autocratique, là où les autocrates font machine arrière quand ils sentent qu'ils vont trop loin dans les concessions et que les conséquences de leurs réformes leur échappent. C'est ce coup de frein qui amène les catastrophes.

### Point de vue de Kennan.

Kennan répond à cette thèse que le totalitarisme n'est pas un produit d'une situation particulière au régime économique-social de la Russie. Le mécanisme de la dictature, nous l'avons expérimenté depuis vingt ans, à sa dynamique interne qui n'a rien à voir avec la structure économique. C'est une technique qui permet à un homme ou à un groupe de s'emparer du contrôle des masses et de les manœuvrer. Sans doute, dit Kennan, le Stalinisme avec la méthode de décapitation et d'épuration périodiques, a réussi à empêcher la cristallisation des groupes d'intérêts en formation. Cela, Deutscher a raison; ne sera plus possible, la stabilisation et la consolidation des pouvoirs individuels est inévitable. Mais une oligarchie peut très bien user de la même technique totalitaire de l'ancien régime pour maintenir le contrôle sur une situation qui pourrait lui échapper. L'industrialisation et le progrès technique ne garantissent nullement contre la défection du leader ou l'adoration de la discipline de force, l'Allemagne l'a bien montré.

La discussion continue. Elle vaut qu'on y réfléchisse. Quant à trancher la question...

CRITON.